

Violences d'Etat en Corse

Bonnet le jour cagoule la nuit

MALGRÉ LA PERSISTANCE de larges zones d'ombres et une accélération des événements, il nous a semblé naturel d'aborder ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire Bonnet » afin de mettre en évidence les dimensions politiques d'une logique d'État. Notamment dans un contexte politique mouvementé et avec une idéologie sécuritaire comme seule réponse à une situation inconfortable pour l'État de droit.

Le contexte de cette histoire est aussi important que l'attentat lui-même. Après l'assassinat du préfet Erignac, l'État français, à travers le préfet Bonnet, pérorait sur la nécessité de restaurer l'État de droit pour s'opposer aux dérives mafieuses et clientélistes en cours sur l'île. Les services de police, décrédibilisés, se voient concurrencés par un nouveau groupe de 95 hommes d'élite de gendarmerie, les « groupes de pelotons de sécurité ». C'est par la circulaire du 27 juillet 1998 que ce nouveau corps de gendarmerie prend naissance. Les objectifs de cette nouvelle organisation sont qualifiés de « flous » par la presse. Il s'agit en réalité de la création d'une structure de lutte antiterroriste qui a pour objectif de combattre les cagoules corses. La concurrence entre les polices sur l'île, les ramifications politiciennes qu'elles impliquent finissent par rendre la tension lourde avec les nationalistes corses qui commencent à pointer du doigt des agissements de polices parallèles qu'on leur impute pourtant. Il faut dire que certaines méthodes employées par les deux camps ne diffèrent plus que par le nationalisme qui les justifierait.

Secret d'État ou État au secret?

Au sein du GPS, trois groupes (renseignement, intervention et protection) existaient. À force de fonctionner au secret, il semble bien qu'une espèce de commandement occulte ait réussi à se mettre en place. Dès lors, le GPS pou-

vait rouler pour son propre compte et avec sa propre logique mais avec la couverture de l'État de droit. Les instructions en cours cherchent donc à faire la lumière sur les vrais commanditaires de l'incendie de la paillote corse. Donc sur

restaurants, construits en toute illégalité sur les plages et appelés « paillotes », étaient menacés de destruction pure et simple par les services de l'État. Le 9 avril, sous la pression de 40 des 51 élus de l'Assemblée territoriale, un sursis est

LE PRÉFET BONNET EN
GARDE À VUE



l'échelon hiérarchique qui déterminera le degré d'engagement de l'État français. Sans attendre davantage, on peut avancer que la responsabilité de l'État est pleinement engagée lorsque celui-ci crée une police spéciale à la mission « floue »: de fait, il entérine la présence de polices dont les agissements échappent aux responsables administratifs traditionnels, ce qui encourage des logiques fort peu démocratiques...

Les eaux troubles du golfe d'Ajaccio

Le nouveau préfet Bonnet a une forte ambition: satisfaire son ministre. Pour rétablir la légalité républicaine face aux tenants de la violence politico-mafieuse, il décide de ne rien laisser passer: il rétablit notamment l'obligation du port du casque aux deux roues, et celle de payer les PV. Ces mesures fortes ne semblent pas avoir effrayé les nationalistes cagoules: ils n'ont vraiment peur de rien! Dernière campagne préfectorale en date, les plages privatisées par certains. Des

demandé pour les affairistes. Le préfet cède et laisse jusqu'au 30 octobre pour démonter les restaurants, le temps de s'engraisser une saison touristique de plus. Pour enfoncer le clou, le directeur des Renseignements généraux interviendra auprès du préfet en faveur de l'établissement d'Yves Féraud, quelques semaines avant l'incendie de sa paillote. La légalité républicaine et la législation du littoral ont sans doute une lecture variable, selon que l'on est préfet ou élu; et l'illégalité tolérée si des flics s'en mêlent...

À qui sont les allumettes?

Le 20 avril 1999, vers 2 h 30, l'établissement « Chez Francis », illégalement sur une plage du Golfe d'Ajaccio, est ravagé par un incendie. Près de la paillote, qui était un lieu où le tout Corse politique, économique et policier aimait à se rendre, des indices (cagoule brûlée, et une radio de l'unité spéciale, le GPS) sont retrouvés par les enquêteurs. Quatre officiers et une

● Guyane : écologie et
● business

page 4

● Européennes : des
● élections franco-françaises

page 5

● SNCF : une grève confuse

page 3

EDITORIAL

La loi du silence ne fonctionne pas tout le temps. L'information doit parvenir à tout le monde et pas seulement à des groupes d'initiés. Ce qui se passe en Corse ou en ex-Yougoslavie nous le rappelle quotidiennement. Mais là c'est d'un tout autre ordre qu'il s'agit puisque vient de sortir la semaine dernière dans l'édition internationale du magazine *Forbes*, le classement des salaires des patrons pour l'année 1998. Nous y apprenons que Eisner, le patron de Disney est toujours le plus payé des patrons américains (5,764 millions de dollars en 1998 hors stocks-options). Dans les pays comme les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Australie, cette pratique est monnaie courante. Elle ne l'est pas du tout en France.

Alors, ce qui est intéressant, c'est de voir que trois patrons français viennent d'y entrer. Jaffré, patron d'Elf Aquitaine, Tchuruk, patron d'Alcatel et Bébear, patron d'Axa. Pour des salaires respectifs de 11,3; 7,7; et 6,1 millions de francs. À peine leurs salaires révélés, ces patrons soit démentent, soit ne commentent pas, soit rectifient comme Bébear. Il est vrai que lorsque l'on apprend qu'en réalité « en 1998, son salaire s'est élevé à 3,8 millions de francs et il a perçu 15,4 millions de francs d'intéressement », et qu'« à cela il faut ajouter 929715 stocks-options qui, au cours actuel de la bourse, font apparaître une plus-value potentielle de 389 millions de francs », nous ne pouvons que respirer. Ouf, son honneur est sauf. Et nous ne pouvons que comprendre le lobbying fait par les patrons français sur la réforme du système des stocks-options.

Trêve de plaisanterie, il est grand temps que cela cesse! Le patronat n'arrête pas de nous mener en bateau, en cela aidé par l'État. Des lois bidons afin de nous maintenir sous l'entonnoir. L'égalité économique et sociale, voilà ce que nous voulons.

Ce n'est plus possible d'être payés à coups de lance-pierre alors que les patrons s'engraissent sur notre dos. Il est temps de réclamer notre dû. Collectivement, dans un mouvement social d'ampleur.



Pour l'école de demain : repartir de zéro !

Si nous désirons une société de justice sociale, nous construirons des espaces émancipateurs tout en combattant les exclusions sociales. L'égalité scolaire est donc avant tout une problématique sociale et citoyenne et non simplement une revendication pédagogique ou syndicale. Une éducation multidimensionnelle mérite un effort global de tous ses acteurs : professionnels, usagers, habitants de la cité. Elle doit tendre à des savoirs garantis pour tous sans filières, sans hiérarchie.

La difficulté est donc de jeter les bases d'une éducation égalitaire en s'appuyant sur des pratiques émancipatrices et ambitieuses. L'égalité scolaire souhaite réaliser l'égalité culturelle. Elle assure ainsi une insertion sociale réelle à un maximum d'individus en les encourageant à développer leurs talents. Nous demandons donc à l'école non seulement d'accueillir tous les enfants mais de soutenir leur réussite (1) quels que soient leur niveau culturel ou leur origine sociale. Non pas en terme de course aux diplômes, de parcours didactiques différenciés et anticipateurs des sélections futures échelonnant le cursus scolaire mais bien en terme de valorisations personnelles, d'interculturalisme, d'hétérogénéité des savoir-faire, de polyvalence cognitive. Dans ces conditions une massification de l'enseignement équivaldra réellement à sa démocratisation. Une éducation globale construit les per-

sonnes sur les bases d'une culture commune. Elle ne s'accommode pas de filières étanches des savoirs. Elle met au service de tous les principes de tâtonnements expérimentaux, de vérifications, en mettant en œuvre une stratégie générale de réduction des inégalités. Une formation commune n'équivaut pas à une uniformisation des moyens. En voulant jeter les bases d'une éducation égalitaire, certains revendiquent des programmes uniformes. Cette standardisation accroît plus les inégalités qu'elle ne les combat.

Il est possible de créer des parcours différenciés en individualisant les apprentissages, en introduisant des formations compensatoires, en recourant à la maîtrise pédagogique. Cela n'est pas antinomique au principe d'une formation initiale commune : au contraire. L'hétérogénéité des groupes introduit ipso facto des attitudes d'entraide, de solidarité, des situations de confiance. La mutualisation des savoir-faire réduit les « inégalités cognitives » si elle s'appuie sur une pédagogie alliant expérimentation (le concret, le tâtonnement, l'éducation technique etc.) et abstraction, si elle utilise des méthodes d'évaluation formative. Cette diversité des pratiques dans le cadre d'un enseignement pluridisciplinaire bouleverse l'apartheid scolaire, entraîne une redéfinition du rôle des formateurs, une refonte des rapports sociaux au sein des établissements.

Cette flexibilité éducative a pour objectif principal de former des auteurs éducatifs et des sujets sociaux. Elle est totalement déconnectée du marché du travail mais intégrée à la société. Elle relaie un certain nombre de propositions avancées par les acteurs du mouvement social (2).

La remise en cause du travail salarié faite par le mouvement des chômeurs et des précaires à travers l'institution d'un revenu social garanti est un écho à ce désir de formation pluri-techniques et centrée sur les potentialités des personnes. L'hétérogénéité des groupes s'attaque à l'exclusion scolaire, à la sectorialisation citadine, à la marginalisation sociale. Elle est à connecter avec les luttes actuelles contre la violence urbaine, le droit au logement décent. Elle tend à l'amélioration des rapports sociaux et non à l'éviction des déviants ou à la ghettoïsation sociale.

Thyde Rosell

(1) La réussite scolaire est avant tout personnelle. Elle part de la personne, de l'analyse de ses besoins, de ses désirs, les confronte à la réalité sociale. Elle s'oppose au principe de l'échec scolaire qui sanctionne aujourd'hui tous les niveaux d'études.

(2) Se reporter à l'article de Philippe Geneste « Penser l'école dans la perspective du changement social » dans la revue de l'École Émancipée de mars 1999.

Y a-t-il une vie après Bonaventure ?

LA QUESTION FONDAMENTALE que l'on nous pose lorsque nous évoquons Bonaventure ou des écoles différentes c'est « et après, vous n'avez pas peur que ? »

Voici un élément de réponse recueilli auprès de Bertille qui a vécu de la fin de maternelle jusqu'à son entrée en sixième, son cursus primaire à Bonaventure.

Est-ce qu'en arrivant tu t'es sentie à l'aise, est-ce qu'il y a eu des problèmes particuliers ?

Non c'était bon j'ai pas eu de problèmes, sauf qu'à bonav on travaillait en groupe on s'entraidait, au collège on n'a pas le droit d'aider le voisin, de demander des renseignements au voisin.

Dans ce qui se pratiquait à « bonav » il y a des choses qui te manquent ?

Non, si en fait on fait moins attention au matériel parce que, à bonav c'était les enfants avec leurs sous, avec les sous qu'on leur donnait, qui payaient, alors que là tu peux dessiner sur les tables en essayant de pas te faire voir par le prof, mais tu'en

fais, c'est pas toi qui paye, alors tu fais moins attention au matériel.

Est-ce que tu peux avoir autant d'initiatives ?

À bonav, on avait plus d'initiatives parce qu'on nous apprenait à faire les courses, à faire à manger et puis là t'arrives, t'attends ton tour à la cantine, tu essayes de manger le plus rapidement possible et puis voilà après tu t'en vas.

À Bonav, on ne travaillait que le matin, l'après midi on avait des activités, alors qu'ici on travaille toute la journée, ici, au collège je n'ai pas besoin de montre je suis rythmée par les sonneries.

À bonav, on était plus libre de faire ce qu'on voulait alors qu'ici le prof te dit tout, tu fais ce qu'on te dit tu discutes pas.

Et ça ne te gêne pas ?

Non pas trop, sauf quand on est en contrôle et que le prof te dit, celui qui parle, je lui enlève 10 points, bon OK je crois que je vais pas parler, mais souvent ça casse quand on te dit ça. Il y a pas longtemps j'ai eu un contrôle et j'ai eu une mauvaise note, et on était plusieurs à avoir

une mauvaise note, et la prof elle a dit les notes tout haut comme ça, alors que normalement elle le fait pas, et elle a humilié les élèves qui avaient de mauvaises notes devant tout le monde.

Dans quoi tu es le plus à l'aise au collège ?

S.V.T Science et vie de la terre ; c'est un peu comme de la biolo, en techno aussi, en histoire géo et en éducation civique, en dessin en musique, je crois qu'en S.V.T, je suis à l'aise parce qu'à Bonav il y avait la mer (1), on regardait bien et on apprenait.

Qu'est ce qui te manques au collège ?

Apprendre qu'on peut vivre en communauté, c'est à dire qu'on peut vivre ensemble et s'aider, tu peux pas me montrer ça ou ça parce que j'ai pas compris, ouais c'est ça fais ton exercice toi-même, j'avais pas t'aider. C'est la compèt quoi !

Et les profs ils travaillent ensemble ?

Non ! Par exemple en français on fait la mythologie, ils pourraient travailler avec ça, avec le prof d'histoire-géo, et en fait c'est vraiment à part, ils travaillent pas du tout ensemble, chaque prof c'est son domaine, son truc quoi, et il va pas le partager avec d'autres.

Que retiens-tu de Bonav ?

Justement c'est ça, on travaillait en groupe. L'après-midi quand on faisait des activités ensemble, on mélangeait tout, les plus grands aidaient les plus petits, je me rappelle une fois, on devait calculer la superficie du terrain. Nous les grands, je dis ça je devais être en CEI, on avait pris des règles et c'était compliqué, les



petits ils avaient pris des ficelles, et c'est eux qui ont fait ça le plus vite ; ils avaient compté le nombre de ficelles, ils nous avaient demandé combien mesurait une ficelle, on leur a répondu, et voilà, ça c'est bien, ça veut dire qu'on s'aide bien entre nous.

C'est une autre expérience, à Bonav c'était un tout petit groupe et j'avais pas de copine de mon âge, ici j'en ai plein et ma meilleure copine quand je lui parle de bonav elle en rêve...

Propos recueillis auprès de Bertille par Michel Granier

Si tu avais le choix, s'il existait une suite à Bonaventure, un collège, qu'aurais-tu choisi ?

Je pense que je choisirai celui où je suis, j'ai fait toute ma scolarité à Bonav, et je pense que c'est bien aussi de changer de façon d'enseigner.

(1) Le collège où travaille Bertille est en bord de mer, alors que Bonaventure est à un kilomètre de la plage. Comme quoi le sentiment d'éloignement n'a rien à voir avec la géographie !

Extrait du Grain de CEL (Bulletin du centre d'Éducation Libertaire Bonaventure).

le monde libertaire Rédaction-Administration : 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

Grève dans les transports ferroviaires

Les 35 heures dans la confusion

LE PREMIER MAI DERNIER, AVEC un air de déjà vu, les trains s'arrêtaient et de nombreux voyageurs, forcément mécontents, étaient invités par les chaînes de l'audiovisuel plus ou moins public à exprimer tout le mal qu'ils pensaient de ces cheminots grévistes, éternelle catégorie de fainéants revendicatifs dont on se demandait bien ce qu'ils pouvaient encore vouloir.

Comme d'habitude, le traitement du conflit par les médias s'est résumé à quatre images de rentiers rougeauds excédés par le naufrage de leur week-end à Deauville. Rien, bien entendu, sur les raisons du conflit, sur la réalité de celui-ci et, une fois n'est pas coutume une direction SNCF bien discrète sur un dossier dont elle est pourtant à l'origine. Parce qu'évidemment la grève ne s'est pas déclenchée comme ça sans raison, contrairement à ce qu'on pourrait croire après avoir vu la télé: le motif du conflit c'est le projet d'accord sur la réduction du temps de travail à 35 heures hebdomadaires proposé par la direction. Un texte incontestablement dangereux pour le bien-être des cheminots, qui arrive dans un contexte tordu où la gauche est au pouvoir et en particulier un ministre communiste aux Transports. Tordue également et pas très claire aura été jusqu'à présent la réaction des organisations syndicales. Mais à l'heure où j'écris, le conflit n'est pas terminé et il est fort vraisemblable que c'est la grande masse des cheminots, qui jusque là ne s'est pas exprimée, qui écrira la suite en intensifiant ou pas la grève.

Les 35 heures dans les chemins de fer: pourquoi?

La SNCF comme d'autres entreprises du secteur ou de la fonction publique n'est pas concernée par la loi Aubry sur les 35 heures. Bien entendu, on comprendra aisément que le gouvernement soit intéressé à ce que ce genre de sociétés phares applique les 35 heures ne serait-ce que pour la publicité de la loi envers le contribuable électeur. Mais ça ne suffirait pas à expliquer la débauche d'énergie fournie par la direction de la SNCF pour boucler cet accord et obtenir une signature à la mi-mai. En effet la société nationale n'a pas vraiment de grand intérêt pour la réduction du temps de travail en

soi, nombre de ses employés (17%) sont en horaires décalés et bénéficient déjà des 35 heures parce qu'ils assurent la continuité du service public et connaissent de ce fait une flexibilité certaine. Bien entendu, il y a les autres, salariés en horaire de journée bénéficiant d'un repos double régulier en fin de semaine, ceux là on pourrait les «flexibiliser» un peu! À mon sens l'intérêt des patrons du chemin de fer est ailleurs, sur les questions du niveau de la masse salariale et du statut des cheminots, qui lui n'est pour le moins pas assez flexible pour nos brillants managers. Ainsi le projet d'accord prévoit d'adapter en partie l'emploi aux besoins des clients, notamment en réservant une partie des repos à des périodes de moindre besoin ou en embauchant du personnel «au statut» pour ne l'employer que sur les trois jours de fin de semaine. Autre atteinte au statut des cheminots, la disparition de la référence du dimanche comme repos hebdomadaire, ceci concernant particulièrement les agents travaillant à l'entretien ou la construction des voies et bâtiments. L'astuce dans ce cas précis réside dans le fait qu'actuellement il est déjà possible d'employer ce personnel le

week-end mais sous réserve d'information au CHSCT et d'accord du comité d'entreprise, ce qui dans la situation sociale actuelle permet surtout d'imposer un montant élevé de primes. Avec les nouvelles dispositions, plus besoin de longues procédures incertaines et de négociations para-salariales sous la pression de salariés soucieux de pouvoir d'achat.

Mais la cerise sur le gâteau c'est que la direction SNCF veut assortir l'accord d'une clause de maîtrise de l'évolution de la masse salariale globale, c'est à dire qu'un pourcentage d'évolution de cette masse salariale serait négocié chaque début d'année avec les syndicats et qu'une fois atteint, l'entreprise n'accorderait plus d'augmentation de salaire à personne, même ceux qui doivent normalement en bénéficier du fait du fonctionnement de la grille de salaire.

Alors, grève des trains ou pas?

La mini-grève lancée par le syndicat catégoriel FGAAC aura surtout permis de masquer la réalité du conflit et de jeter la plus grande confusion sur la

compréhension de celui-ci par, notamment, les autres salariés. Ce syndicat des agents de conduite, qui fut relativement puissant dans les dépôts avant la grève de 1986 et qui ne représente aujourd'hui plus que lui-même, a senti la possibilité de redorer momentanément son blason en lançant, comme au bon vieux temps, une grève des mécanos seuls contre le monde entier. Il y a longtemps que les grèves corpos sont vouées au plus désastreux échec, mais la manœuvre a fait illusion quelques jours pour deux raisons: d'abord le ras-le-bol général des agents de conduite par rapport à leurs conditions de travail et la crainte légitime que le rapport Charpin sur les retraites ne remette en cause la leur a poussé nombre d'entre eux, et en particulier ceux de la CGT aujourd'hui majoritaire, à débrayer; ensuite parce que la direction SNCF s'est ingéniée à annoncer un maximum de trains qu'elle n'avait pas les moyens de faire circuler. Ainsi des centaines de voyageurs ont attendu des trains que la direction faisait afficher alors que d'habitude ils sont d'office supprimés et ils ne les virent jamais arriver. Effet médiatique garanti.

L'attitude des autres syndicats n'en a pas été moins difficile à cerner. SUD de son côté, et pour une fois battu de vitesse dans le dépôt de préavis par la FGAAC, a tenté de mobiliser l'ensemble du personnel dès début mai, mais cela semble, après une semaine, devoir se solder par un échec important. Cela suscite deux hypothèses: soit SUD n'a plus la moindre capacité à mobiliser, soit la grève n'est décidément pas à l'ordre du jour. La CFDT, qui reste le deuxième syndicat à la SNCF, semble de son côté particulièrement prudente et ses ultimatums à la direction de l'entreprise et au gouvernement masquent mal son désir d'éviter la grève. A ce propos l'affaiblisse-

ment important de cette fédération CFDT suite surtout à son dernier congrès et aux démissions qui l'ont suivi est sûrement plus à l'origine de cette attitude qu'un quelconque penchant favorable pour l'accord comme on a pu le lire dans la presse bourgeoise.

La CGT on s'en doute est en première ligne dans ce conflit. Du moins tout le monde, médias, direction de la SNCF et surtout syndiqués et salariés, le souhaitent. Les médias parce qu'ils savent bien que seule la CGT a les moyens de lancer une action d'envergure, la direction parce qu'elle a besoin d'une caution que nombre de «dirigeants» de la fédération seraient prêts à lui accorder, et les militants de leur côté parce que, comme l'ensemble des cheminots, ils ne veulent pas d'un accord à leurs dépens. C'est d'ailleurs à cause de cette «base» que la CGT a revu sa position pour l'exprimer de façon plus critique, car à la mi-mars on semblait s'acheminer vers une signature, pourvu que l'accord ne soit pas «trop mauvais» et garantisse des embauches supplémentaires. Sans doute également qu'à cette époque on ne souhaitait pas faire de peine au camarade Gaysot, ministre des Transports.

Quoiqu'il en soit le mouvement n'est pas terminé, les mécanos CGT ont même suspendu leur mouvement pour le reprendre dès lundi 10 mai avec les autres catégories de cheminots. Mais ceux qui fantasment sur un nouveau novembre décembre 95 en seront certainement pour leurs frais, car l'état d'esprit n'est plus le même, l'enjeu non plus: cet accord masquant en fait des reculées sociales à venir plus graves encore, qui demanderont certainement encore bien des efforts à ceux qui ont conscience de la nécessité des luttes.

Laurent Martin
groupe «La Sociale» (Montpellier)



En bref

■ Le N°15 de Drapeau Noir vient de sortir. Au sommaire: Quand l'Etat criminalise les classes populaires; L'éducation au cœur du projet anarchiste; U3M; Kosovo: une guerre peut en cacher une autre; La vie associative au service d'un nouveau modèle social; 1998: 50e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme; Violence-Insécurité-Violence; Chômage et problème des retraites; La Makhnovtchina; Eclectik Festival... On peut le commander (10 F) à CESL - BP 121 - 25014 Besançon Cedex

■ Le numéro 217 (mai 1999) d'Alternative Libertaire est sorti de presse et est disponible à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance (20 FF

l'exemplaire, 150 FF l'abonnement pour les lecteurs du ML, chèque à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Belgique. En manchette, «Le nationalisme c'est l'horreur!». Le gros de la livraison est consacré aux événements de Yougoslavie sous l'entête: «Contre les épurations ethniques et contre la guerre de l'OTAN - Soutenons les déserteurs de tous les camps!». A épinglez une réflexion passionnante: «L'anarchisme est-il une idéologie ou une méthodologie?».

■ Vous pouvez joindre la liaison Bas-Rhin, le groupe de Strasbourg, et le groupe d'Alsace de la FA à l'adresse suivante: REMON BP 35 - 67340 Ingwiller.

Faits d'été

Incorrigibles!

Il y a de cela deux jours, le tribunal révolutionnaire de Belgrade, après avoir pris connaissance des deux millions cinq cent soixante dix sept mille neuf cent vingt courriers électroniques qui lui ont été envoyés des quatre coins de la planète, a condamné M. Slobodan Milosevic à 20 jours de travail d'intérêt général (il devra entretenir les tombes - du cimetière de Pec - des victimes Kosovardes et serbes de l'épuration ethnique qu'il avait initiée dans les années 90 de la fin du vingtième siècle).

M. Milosevic, qui va aujourd'hui sur ses 89 ans et qui réside à la maison de retraite «Ma campagne», un lieu de vie qui s'est spécialisé (lire à ce propos leur dernier bouquin «Dis moi comment tu gères tes déviants, je te dirais qui tu es») dans l'accueil des anciens patrons, dictateurs, militaires et autres associés d'avant la révolution, avait tenté, il y a deux mois, de tuer, à grands coups sur la tête d'œuvres complètes de Bakounine, un autre pensionnaire, M. Clinton, à qui il reprochait de l'avoir évincé du bureau de «l'amicale des anciens présidents d'avant» au motif qu'il n'aurait pas été assez ethniquement-politiquement-politicardement pur.

M. Milosevic a décidé de faire appel.

Notre confrère *Libération*, fort de ses 3586 lecteurs hebdomadaires, s'est indigné de la non-sévérité de la peine et a décidé de lancer une grande campagne internationale sur le thème «il faut savoir ne pas pardonner à ceux qui nous ont offensé».

Le président d'honneur des Verts (0,00589% des voix aux dernières élections mondiales), Daniel Cohn-Bendit (85 ans), s'est fait de nouveau gentiment moqué de lui quand il a demandé que l'on envisage immédiatement une intervention au sol à «Ma campagne».

Le grand conseil mondial de la révolution, par la voix de mademoiselle «prolétaires de tous les pays unissez vous», les a invités à faire preuve de retenue et à laisser «la justice» suivre son cours.

Utopie - Monde, le 7 mai 2032

Jean-Marc Raynaud

Guyane : faux projet de parc national

Il ne faut pas hésiter à l'affirmer : ce projet n'a pas pour but de préserver la nature guyanaise. Il camoufle un vrai PARC (Programme d'accélération et de renforcement de la colonisation) au détriment de l'amazone et des amérindiens.

Il n'y a rien d'étonnant à cela : l'antenne locale du ministre de l'Environnement, la DIREN-Guyane, refuse d'écouter les naturalistes et les ethnologues, préférant plaire au lobby colonial mulâtre de Cayenne qui détient 100 % du pouvoir du Conseil général et du Conseil régional alors que les mulâtres ne représentent que 30 % de la population. Ces mulâtres, véritables « Caldoches » face aux « Kanaks » de ce DOM : les amérindiens ne voient l'Amazonie que comme un espace inutile qu'il faut soumettre et réduire par la « conquête de notre espace intérieur » selon le mot d'ordre du chef de file des intellectuels créoles, l'historien Serge Mam Lam Fouk, pour qui il faut « dilater l'espace colonial au détriment de l'espace tribal » (1).

En faisant semblant de protéger la nature, la DIREN se met au service de ce programme PARC qui rappelle des temps que l'on croyait révolus ! Bien qu'il s'agisse là de l'unique massif forestier tropical du monde que l'on pourrait efficacement protéger, car le seul à dépendre d'un pays riche du Nord, on s'aperçoit – en lisant dans le détail le projet de Parc national décrit dans son rapport de décembre 1998 – que la DIREN a l'intention de livrer la totalité de cette forêt tropicale au... développement, nouvelle marotte des politiciens locaux. Mis à part deux réserves naturelles (1760 km²) perdues dans les 88200 km² de cette immense forêt qui couvre plus de 97 % de ce département grand comme le sixième de la France : les réserves des Nouragues et de la Trinité. La DIREN n'a donc nullement l'intention de protéger la nature amazonienne contre le développement. Au contraire : tout doit être sacrifié aux appétits des « aménageurs ».

La DIREN voudrait boucler rapidement le projet avant que l'opinion publique française et européenne commence à réagir et le présenter au Premier ministre dès juin 1999. S'il est créé, ce Parc national ne sera qu'un alibi pour faire financer par les contribuables européens de coûteux travaux d'aménagement : des routes par exemple, pour aller à la conquête du Sud, afin de « rééquilibrer le nord et le sud de la Guyane » et des travaux pour « moderniser » certains villages amérindiens afin de les contraindre à se fixer et à vivre « à l'occidentale ».

Le non respect des amérindiens

Cette pernicieuse notion d'« équilibre » sous-entend que le Sud devrait être aussi « développé » que le Nord, les populations occidentalisées des deux ou trois villes du littoral devant servir de modèle à l'ensemble de la Guyane. En quelque sorte, les Amérindiens sont traités de « déséquilibrés » nuisant à l'har-

monie de l'ensemble ! Pour les obliger à entrer à marche forcée dans la société de consommation, la DIREN a trouvé le plus cynique des moyens : lâcher des hordes de touristes qui vont s'empresser d'aller vite voir les fameux « sauvages » pendant qu'il en est encore temps, sachant qu'ils vont bientôt perdre leur « look » exotique et photogénique. L'ethno-tourisme est aujourd'hui l'arme la plus efficace pour répandre l'ethnocide, après l'action des missionnaires.

Pour être sûre de parvenir à ses fins, la DIREN souhaite qu'il soit bien spécifié, dès l'article premier du décret de création, que le but de ce Parc national est avant tout d'être placé sous le signe du « développement durable » !

Las, c'était sans compter sur le réveil des Associations amérindiennes de Guyane de mieux en mieux organisées et qui prennent conscience de ce machiavélique projet. Elles sont soutenues par des associations écologiques locales et nationales qui sont en train d'allu-

mer un contre-feu en alertant les principaux pays financeurs de l'Union européenne. Dès que cela se saura, la Guyane risquera de ne plus recevoir une goutte de subvention, alors que son économie artificielle est soutenue à bout de bras par les contribuables d'Europe, comme la plupart des régions dites « ultrapériphériques ». Les payeurs devant être les décideurs, peut-on financer une Guyane qui se préparerait en catimini à livrer sa biodiversité et son ethnodiversité aux appétits cupides des politiciens locaux et du lobby des industriels miniers et forestiers de ce département ? Ces gens-là sont à des années-lumière de la prise de conscience de l'enjeu du problème mondial de la disparition tragique des forêts tropicales et des peuples autochtones qui les habitent traditionnellement.

Il faut un projet beaucoup plus ambitieux : une Réserve mondiale de la biosphère, débordant largement les limites frontalières de la seule Guyane, dans toute cette partie nord-est de la forêt amazonienne,

au lieu de laisser cela entre les mains d'une obscure succursale départementale du seul ministère français de l'Environnement.

Contre l'invasion touristique

Il faut faire vite et empêcher pendant qu'il en est encore temps la réalisation de ce projet désastreux de Parc national, d'autant plus qu'au lieu d'être situé là où le souhaitent les naturalistes – car la nature est là bien plus riche, dans les 50 000 km² inhabités de la partie nord de la Guyane – il est prévu pour des raisons inavouables dans les 30 000 km² du sud, habités par les amérindiens.

Dans l'immédiat, faites savoir au ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire que vous êtes absolument contre l'abrogation de l'arrêté préfectoral du 14 septembre 1970 qui protège jusqu'à maintenant les trois ethnies amérindiennes dans les 30 000 km² du sud de la Guyane. Cette abrogation est demandée par l'antenne-guyane du ministère de l'Environnement pour rendre possible l'application de la loi de 1980 sur les parcs nationaux qui stipule qu'un parc doit être d'accès libre, ouvert au public (2). Si cet arrêté préfectoral est supprimé, feu vert sera donné à l'invasion touristique du « pays indien ».

Et ce sera le début de la fin, comme pour beaucoup d'autres tribus désormais en voie de disparition. En Guyane, la protection de l'ethnodiversité est encore plus urgente que celle de la biodiversité.

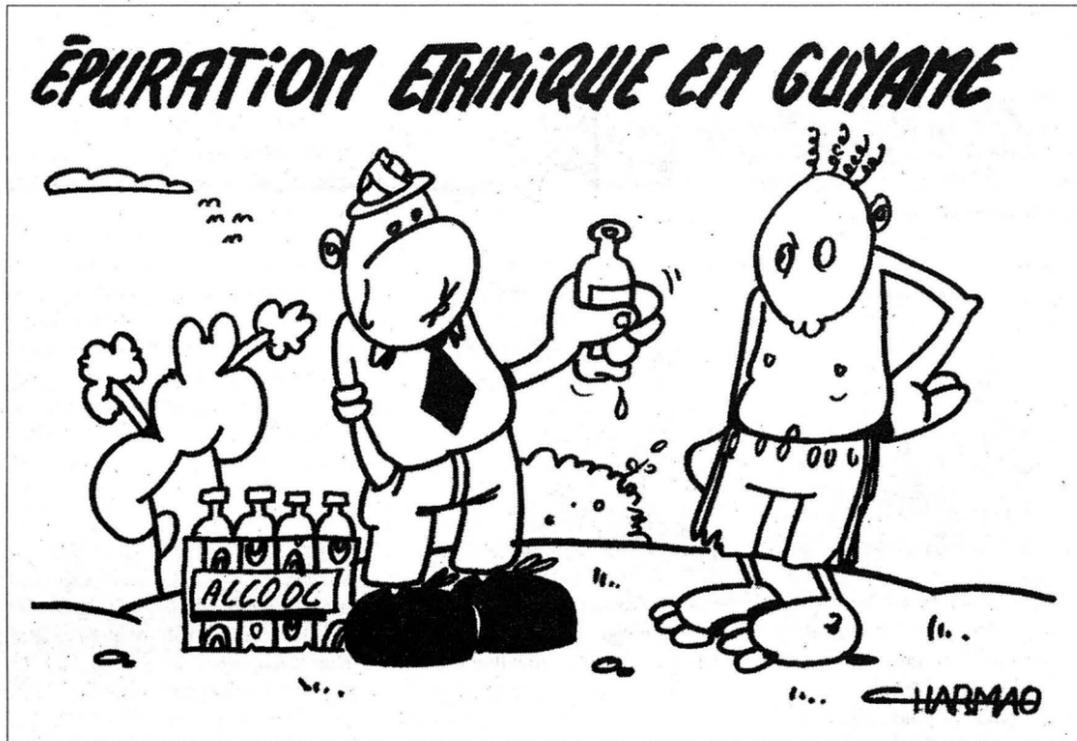
A vos plumes donc, pour faire savoir votre désaccord !

Thierry Ballantin, ethnologue (3)

(1) Histoire générale de la Guyane française. 1996.

(2) Ainsi qu'aux ONG de défense des peuples indigènes comme Survival international, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, ou ICRA, 236 avenue Victor Hugo, 94120 Fontenay-sous-bois ; Greenpeace (Ludovic Frère, chargé de Mission Forêt) 21, rue Godot de Mauroy, 75009 Paris.

(3) Contact : association de protection de la nature et trimestriel écologique Le Pou d'Agouti, B.P. 194 - 97393 Saint-Laurent du Maroni cedex, Guyane F.



Niger : décès d'un ami de la France

LE 9 AVRIL DERNIER, NOUS APPRENNONS LE DÉCÈS VIOLENT du président nigérien Ibrahim Baré Maïnassara, tué à l'occasion d'un putsch. Rappelons aujourd'hui la façon dont ce militaire est arrivé au pouvoir et le rôle qu'a pu jouer l'État français dans cette affaire-là.

Revenons donc en janvier 1996. Le Niger est en cessation de paiement, la disette s'étend. Sur la scène politique, c'est l'affrontement entre le président Ousmane et la majorité parlementaire qui veut sa peau. Pour certains, dont les militaires, marginalisés quelque peu depuis le retour à la démocratie, il est temps d'agir. Et ainsi, le colonel Ibrahim Baré Maïnassara, que l'on surnomme IBM, déclenche et dirige un coup d'État.

Comme d'habitude, il promet que l'armée n'a agi que dans l'intérêt supérieur de la nation et qu'elle entend bien redonner le pouvoir aux civils après des élections.

En France, ce coup d'État n'est pas franchement vu d'un mauvais œil. IBM, il est vrai, a été formé dans notre beau pays. De plus, on a noté la présence du chef de la DGSE dans les rues de la capitale, la semaine précédant le putsch. Sans oublier que la COGEMA et ELF Aquitaine sont très bien implantés dans ce pays et sont toujours très bien informés de ce qui s'y passe.

Pour la puissance tutélaire, l'État français, il convient que le pouvoir d'IBM soit très rapidement légitimé par une élection. Même s'il

n'est pas un grand orateur, IBM sait pouvoir compter sur les chefs traditionnels qui se méfient comme de la peste de la démocratie politique qui marche sur leurs plates-bandes, et sur la communauté Touareg : celle-ci en effet occupe une zone minière importante et il n'est pas insensé de penser qu'elle a pu monnayer son soutien par la promesse d'une rente future.

Par contre, pour beaucoup de nigériens, l'annonce de la candidature d'IBM à la présidence est une trahison. Si certains étaient soulagés de voir les militaires remettre de l'ordre dans le bazar parlementaire, beaucoup également auraient aimé qu'IBM en reste là et rejoigne sa caserne. Mais IBM a soif de pouvoir. Et pour qu'il n'ait pas de mauvaises surprises, rien ne vaut l'assurance du soutien parisien.

Tandis qu'à Niamey, la capitale, IBM installe à tous les échelons de l'administration des hommes à sa botte ; à Paris, Monsieur Chirac, notre président de la République qui donne des leçons de démocratie à Milosevic, débloque 7 millions de francs pour le soutien au processus électoral, ainsi qu'une bonne poignée d'agents des services spéciaux ayant pour mission de faire gagner par tous les moyens le colonel devenu général, j'ai nommé IBM.

Mais cela ne suffit pas. Le soir du premier jour du vote, on apprend que le malheureux IBM n'arriverait qu'en troisième position derrière les candidats des deux grands partis politiques nigériens, le CDS et le MNSD. Du coup, IBM prend les choses en main,

dissout l'organisme indépendant chargé de veiller au bon déroulement du scrutin pour le remplacer par une Commission Nationale des Élections totalement dévouée à sa personne et à Paris. Ensuite, il suffit juste de frauder : bourrage d'urnes, trafic des résultats, etc. C'est pourquoi l'on arrive parfois à des taux de participation de 162 % dans la ville de Say ou de 116 % dans celle de Ouallam Mais l'essentiel est qu'IBM gagne ce scrutin dès le premier tour avec 52 % des voix. Évidemment tout cela s'est vu. Certains ont crié à l'injustice. Mais d'autres ont eu les mots les plus justes. Citons notre ex-ministre de la coopération, Jacques Godfrain : « Quand un putschiste se plie au verdict des urnes, il fait preuve d'une grande force de caractère ». Ben voyons. Quand à notre président Chirac, sachez qu'il a envoyé au général IBM ses vives félicitations pour sa brillante victoire et, sans rire, souhaité que sous sa direction, le Niger s'engage résolument dans la voie du progrès et du développement.

Aujourd'hui, c'est Daouda Mallam Wanké qui est devenu le chef de l'État. Gageons que bientôt, ce commandant de l'armée nigérienne annoncera son intention de préparer le retour des civils au pouvoir par le biais d'une élection pas truquée du tout, une élection qui sera payée, of course, avec les sous des malheureux contribuables que nous sommes. Il en va ainsi en Afrique francophone : l'État français et ses multinationales veillent.

Patsy

Des élections franco-françaises ?

Le Monde libertaire poursuit dans cette page des articles d'analyse critique sur les élections européennes. Nous aborderons entre autres : la recomposition syndicale et l'emergence d'un pôle syndicaliste révolutionnaire, la question de la disparition des Etats-Nation, les nouvelles formes de nationalisme, la question de la parité électorale et de l'égalité sociale entre hommes et femmes en Europe...

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES sont à portée de bulletin. Les électeurs vont donc devoir faire, une fois de plus, une fois encore, un choix qu'ils supposent lourd de conséquences pour leur avenir. A supposer que le choix puisse avoir réellement des conséquences, celles-ci se traduiraient à mon avis en termes politiques ou plus exactement « politiciens » et sur un plan intérieur, national.

En effet si nous nous en tenons aux seules listes qui font parler d'elles, celles qui ont une chance de voir figurer au Parlement européen quelques un(e)s des représentant(e)s, pour celles-ci donc, l'Europe est avant tout un prétexte. La campagne leur fournit l'occasion de fourbir leurs armes pour les élections intérieures à venir, et en premier lieu, pour les prochaines présidentielles.

La droite est coupée en trois camps : Pasqua et de Villers d'une part, Bayrou d'autre part, sans oublier Sarkozy et Madelin...

A gauche le paysage est pareillement éclaté. Nous trouvons la liste socialiste de Hollande, celle communiste de Hue et la liste écologiste de Cohn-Bendit. Pour corser les choses nous trouvons la liste de la gauche extrême avec Laguiller et Krivine.

A l'extrême droite de l'échiquier, deux listes se partageront les suffrages. Le Pen conduira la première et Mégrét la seconde.

Pétards mouillés

Pasqua, parti en éclaireur, a bien tenté un temps de rallier des suffrages et pourquoi pas des colistiers de gauche, à une condition : que ces derniers soient des « souverainistes » et des adversaires avérés de Maastricht... Ses premières déclarations se voulaient consensuelles et ouvertes et laissaient supposer que les appels du pied de de Villers ne rencontreraient aucun écho.

Pourtant la liste Pasqua s'est rapidement muée en liste Pasqua-de Villers et a intégré toutes les dérives nationalistes et toutes les valeurs cocardières empreintes de religiosité chères au hobereau de la Vendée profonde.

Cette liste qui devait s'attacher à réhabiliter une certaine idée de la nation et fédérer des forces par delà leurs différences idéologiques, cette liste donc nous propose un attelage droitier et tricolorisé.

Seguin allié au libéral Madelin a joué le jeu du regroupement de la droite responsable, européenne mais consciente de l'importance des États-Nations qui la composent...

Jadis opposant à l'Europe supranationale aux côtés de Pasqua, Seguin s'était fait le chantre du NON à Maastricht... Mais les arcanes de la politique intérieure allaient en décider autrement. En effet avec Chirac à la Présidence et le R.P.R. à gérer, Seguin ne pouvait faire autrement que de prendre la tête d'une liste pour l'Europe, en traînant les pieds bien entendu...

Le peu d'empressement de l'hôte de l'Élysée à aider Seguin dans sa campagne a fini de dégoûter ce dernier.

« Passe pour les reniements mais si, en plus, on se moque de ma gueule, alors là ça devient carrément inacceptable... » a dû se dire un Seguin passablement décontenancé. Il a abandonné le navire de la droite néo-européenne, le laissant voguer dangereusement, au risque de l'envoyer s'écraser sur le premier rocher centriste venu.

Sarkozy est venu remplacer le partant au pied levé, à la tête du Parti (RPR) et à la tête de la liste. Avec Madelin, ils ont très rapidement tenté de circonvenir la liste de Bayrou, la troisième liste de droite. Cette dernière, c'est sa caractéristique, est très solidement ancrée dans la tradition européenne, démocrate-chrétienne et humaniste.

Les duettistes de la liste « présidentielle » ont présenté la liste UDF comme celle de la division et lui ont dénié tout droit de se réclamer du Président, l'onction chiraquienne leur étant réservée unilatéralement!

Bayrou avait fait de la présence de Seguin à la tête de la liste de droite, le principal écueil d'une liste commune. Le passé de Seguin ne militait pas pour un rapprochement avec ces légitimistes européens que sont les centristes... Sarkozy et Madelin n'ont pas ménagé leurs efforts pour forcer la main des centristes qui, dans le passé, nous avaient habitués à pas mal de reculades.

Une fois passé le temps des rodomontades, ils finissaient toujours par réintégrer le sérail.

Forts en gueule mais pas très courageux et encore moins... autonomes. Et pourtant là, l'U.D.F. s'est maintenue! Mieux même, prenant son courage à deux mains, elle défie ceux qui se réclament de la légitimité du Président en leur donnant rendez-vous aux lendemains des élections.

La recomposition de la droite passera après le 13 juin par les résultats des différentes listes se réclamant, peu ou prou, du Président de la République.

Cette certitude nous indique le véritable enjeu de ces élections : la bataille à droite va être rude pour... emprunter la première marche des escaliers conduisant à l'Élysée.

La gauche vert de gris

Mais à gauche direz-vous, la situation est-elle tellement différente? Oui si nous nous en tenons à la bataille pour les futures présidentielles. En effet ni Cohn-Bendit, ni Robert Hue n'envisagent sérieusement de concurrencer Jospin dans la course au titre.

Non, si nous prenons en compte les velléités entrevues au P.C. et chez les « Verts » de venir se refaire une santé, du gras dirons-nous, sur le dos d'un P.S. trop sûr de lui.

Les élections européennes fournissent, là encore, le prétexte de faire de la surenchère politicienne et discursive, et ce faisant de mettre en difficulté le parti de l'hôte de Matignon, au moindre frais. En effet, les coups de Pub de Dany « l'incolore » et les déclarations de Robert Hue, déclarations où le flou se dispute à l'absence de ligne, tout cela représente de la rhétorique de mar-

chands de tapis mais certainement pas une proposition alternative à l'Europe libérale, antisociale, politicienne, génératrice de misère et d'exploitation que tous les gouvernements nous ont offert depuis les premiers balbutiements de la Communauté Européenne.

La liste Hue, tire aussi à dia! Jeu de mot? (Que nenni! Ce n'est qu'un constat objectif! Cette liste « ouverte » ne propose qu'une addition de points de vue divergents, addition qui ne fournit pas, bien au contraire, une synthèse sérieuse et viable. Du reste l'émergence de la guerre au Kosovo a démontré que dans cette liste « communiste » les va-t-en-guerre se disputent aux pacifistes pro-Milosevic et aux pacifistes pur jus.

tières entre les peuples... et qui ajoute, sans rire, que c'est dans les luttes d'aujourd'hui que se prépare l'Europe de demain... et à la finale, appelle les citoyens à VOTER, c'est à dire à abandonner les luttes!

Décidément nos camarades trotskistes, Laguiller et Krivine unis pour la circonstance, sont d'impénitents électoralistes. La V^e République nous a proposé depuis 1981 tous les gouvernements possibles, toutes les cohabitations envisageables. Les trotskistes n'ont pas cessé de réclamer une « vraie » gauche, un gouvernement « ouvrier » sans ministres bourgeois, une gauche à « gauche de la gauche », et au moment où nous disposons d'une gauche « plu-

cimer un discours de représentation au détriment du recours à la lutte, seule voie révolutionnaire efficace, seul moyen de sortir de l'impasse politicienne.

Les trotskistes continuent à privilégier une voie réformiste et bourgeoise. C'est bien dommage, car en agissant de la sorte, ils contribuent à légitimer un moyen que le capitalisme – qu'il soit Privé ou d'État – a créé dans le but d'éradiquer les idées d'autonomie et de gestion directe qui pourraient surgir au sein du peuple.

Les deux dernières listes, scission « nationale » oblige, vont abreuver l'électorat de discours nauséux, de propositions franchouillardes au contenu antisocial et raciste, et d'un cortège de « valeurs » plus ignobles les unes que les autres.

Mégrét, Le Pen... Le Pen, Mégrét, c'est le remake des Dupon et Pondou avec en plus la hargne des fachos de base. Mais qu'on ne se trompe pas : l'opposition entre les deux représentants frontistes n'est qu'une opposition politicienne avec là encore, en toile de fond, la future présidentielle. Sur le « programme européen », sur la politique à mener en matière d'immigration et sur l'attitude à avoir concernant la lutte contre les acquis sociaux etc., Mépen et Le Gret font bien la paire. Le 14 juin il sera donc nécessaire d'ajouter les scores de ces deux-là pour savoir si l'hexagone a encore mal à son extrême droite...

Les luttes pour la régularisation des sans-papiers et pour l'abolition des frontières, les luttes pour un Service Public libertaire et solidaire, les luttes pour une répartition égalitaire des richesses, les luttes pour la reconnaissance de tous les droits des minorités, les luttes pour une éducation rationaliste, libertaire et égalitaire, les luttes contre tous les nationalismes, tous les fascismes et toutes les guerres... se mènent dès maintenant : ici, en Europe et... au-delà.

Les luttes feront avancer les choses, Pas les élections!

Aussi, l'abstention révolutionnaire, offensive et dynamique, que nous prônons pour les élections à venir nous renvoie à ces luttes, légitimes, autonomes, responsables, aux antipodes de l'apathe électorale.

AGISSONS au lieu d'élire! LUT-TONS au lieu de voter!



Les Verts qui se sont payés comme tête de liste un ancien combattant soixante-huitard pensaient-ils avoir à suivre un jour, un matamore, un rouquin en battle-dress, prêt à s'engager dans une hypothétique intervention au sol, au cœur de l'Europe? Là aussi tout le monde ne tire pas dans le même sens. Même si Voynet – solidarité gouvernementale oblige – et Mamère fourbissent déjà leurs armes, d'autres disent « crosse en l'air et rompons les rangs! ».

En définitive, les écologistes ont bouclé leur tour de piste. Issus de la contestation du mode de production sociale des années « 70 », ils ont intégré l'électoralisme, s'y sont vautrés et ont fini par succomber aux sirènes de la participation gouvernementale. Dès lors leur programme consiste à ajouter un zeste de contestation et une touche de Jeunisme dans de vieilles recettes social-démocrates ou libérales, profondément conservatrices.

La liste gouvernementale qui regroupe derrière Hollande, des socialistes, des radicaux de gauche et, rallié in extremis, le groupuscule de Chevènement, se distingue des autres listes par ses choix fédéralistes, européens et étatistes très marqués. Proches des engagements centristes en la circonstance, les positionnements des socialistes lors de cette campagne ouvrent sur des perspectives de recomposition politicienne (majoritaire?) allant bien au-delà des seules forces se réclamant de la gauche.

Impénitents électoralistes

Pour finir voyons la liste qui déclare défendre une Europe unie, sans fron-

rielle », les trotskistes nous proposent... une « vraie politique » de gauche... car elle est possible s'empressent-ils d'ajouter!

Pourtant, les idées défendues par cette liste, même si elles sont bien timorées malgré le verbiage qui les entoure, ne représentent que des promesses sans avenir. En effet, personne n'imagine une seule seconde que les trotskistes peuvent avoir la majorité à Strasbourg. Alors la parenthèse électorale aura une fois encore, une fois de plus permis à toute la coterie qui vit du parlementarisme de



Contrairement à ce qui se dit ici ou là, les anarchistes sont extrêmement respectueux du droit de vote et des élections. Tellement, qu'ils ne cessent de se battre pour que ce droit puisse s'exercer dans tous les domaines de la vie, dans les entreprises, dans les quartiers, à l'école, et jusque dans les derniers recoins de la sphère du privé. Qu'ils ne cessent de se bagarrer pour que ce droit ait les moyens économiques, financiers et politiques de s'exercer pleinement et égalitairement. Qu'ils ne cessent de clamer sur tous les toits que ce droit n'a de sens que s'il s'accompagne d'un mandat précis et d'un contrôle permanent pouvant déboucher sur une révocabilité à tout moment. Pour toutes ces raisons et pour bien d'autres encore les anarchistes se refusent à cautionner cette caricature que sont les élections au royaume de la « démocratie » bourgeoise.

Agir au lieu d'élire. Les anarchistes et les élections. Éditions du Monde libertaire - 20 F. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 75011 (+10% pour le port)

A paraître : **La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste et étatiste.** Groupe Lucia Saornil - Éditions du Monde libertaire - 20 F

Chine : le mouvement du 4 mai 1919

Borne sur le chemin de l'émancipation du peuple chinois

L 999, ANNÉE DE TOUS LES dangers pour le Parti communiste chinois qui doit faire face à une crise sociale sans précédent avec ses dizaines de millions de chômeurs, corollaire des réformes entreprises au nom du nouveau concept de « socialisme de marché », et alors que sévit une corruption généralisée qui a été l'une des causes de la chute du régime précédent de Chiang Kaishek en 1949. Le parti communiste peut fêter avec éclat le 1er octobre prochain le 50^e anniversaire de son accession au pouvoir et faire oublier au préalable le triste 50^e anniversaire de la sanglante répression du « mouvement pour la démocratie » symbolisée par le massacre de la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989. Pour ce faire, il ne va pas manquer de chercher à récupérer à son profit l'un des temps forts de l'histoire révolutionnaire chinoise contemporaine : le Mouvement du 4 mai 1919 dont c'est le 80^e anniversaire.

Ce jour-là 3 000 étudiants manifestent à Pékin contre la clause du traité de Versailles transférant au Japon les ex-droits coloniaux de l'Allemagne sur la province du Shandong, alors que l'entrée en guerre de la Chine contre l'Allemagne le 14 août 1917 et la victoire des Alliés semblaient justifier le double espoir d'un affranchissement vis-à-vis des « traités inégaux » et d'une restauration de la souveraineté chinoise. Arrivés devant la demeure du ministre Cao Rulin, connu pour ses sentiments pro-japonais, ils scandent d'abord des slogans hostiles au gouvernement, dénonçant sa collusion avec le Japon et

appelant à la révolte, puis sous l'impulsion de l'anarchiste Kuang Husheng pénètrent à l'intérieur et y mettent le feu.

Le rôle occulté des anarchistes

Cette étincelle de violence est la manifestation à la fois d'une volonté de restaurer la dignité du peuple chinois et d'une contestation de l'ordre confucéen, fondement du despotisme dans la famille et dans l'État. Et les premiers à s'être attaqués de front à cet ordre confucéen en brandissant l'étendard de l'égalité, seule capable d'apporter la libération de tous les individus (1), ce furent les anarchistes, négligés par l'histoire officielle ultérieure mais qui sont alors les principaux propagateurs des idéaux socialistes européens en Chine.

Toutefois celui qui reste le symbole de cette période c'est Chen Duxiu (2), le fondateur en septembre 1915 de la revue *Xin Qingnian*, la « Nouvelle Jeunesse », avec un sous-titre français « la Jeunesse ». Ouvert à la modernité après plusieurs séjours effectués au Japon, il va publier en janvier 1917 un article d'un jeune thésard à l'université de Columbia aux États-Unis, Hu Shi, et qui va connaître un certain retentissement : « Suggestion pour une réforme de la littérature ». L'auteur suggère en effet que le chinois écrit adopte le style du langage courant et emprunte le vocabulaire de tous les jours. Cette « renaissance littéraire » va permettre de créer une littérature que les gens du peuple pourront comprendre puis-

qu'elle utilisera les termes de tous les jours, et de faire du chinois écrit un outil critique applicable à la pensée moderne. Chen voit par ailleurs dans la jeunesse cette classe d'âge qui initialement destinée à reproduire les savoirs institués peut également les détruire. Devenu doyen de la Faculté des lettres de Beida, la « Sorbonne » pékinoise, c'est à son intention qu'il rédige dans le numéro de janvier 1919 de sa revue un article exaltant la libre pensée, la liberté individuelle, la raison collective, sa foi dans le progrès symbolisé par la démocratie et la science, et qui se veut également une réponse à ses détracteurs nostalgiques de l'ordre ancien : «... Ils ont accusé cette revue de viser à détruire le confucianisme, les rites, la "quintessence nationale", la chasteté des femmes, la morale traditionnelle (loyauté, piété filiale), les arts traditionnels (l'opéra), la religion traditionnelle (divinités et fantômes), la littérature ancienne et la politique ancien style (privilèges et gouvernement par des hommes seuls). Nous reconnaissons le bien-fondé de toutes ces accusations. Mais nous ne plaçons pas coupables. Si nous avons commis tous ces crimes, c'est uniquement en raison du soutien que nous apportons à deux gentils-hommes : Démocratie et Science. Afin de soutenir Démocratie, nous sommes obligés de combattre le confucianisme, les rites, la chasteté des femmes, la morale traditionnelle et la politique ancien style. Pour préconiser Science, nous ne pouvons faire autrement que de nous opposer à l'art traditionnel et à la religion traditionnelle. Pour recom-

mander aussi bien Démocratie que Science, nous sommes contraints de nous attaquer au culte de la "quintessence nationale" et à la littérature ancienne. Examinons les choses sans passion : cette revue a-t-elle commis d'autres crimes que de recommander Science et Démocratie ? Si la réponse est non, veuillez ne pas limiter votre réprobation à la revue. La seule façon pour nous d'être héroïque et de résoudre le problème à la base est de vous déclarer contre les deux gentils-hommes : Démocratie et Science ! »

Le mouvement fait tâche d'huile

Un millier d'étudiants sont arrêtés à la suite de la manifestation mais la pression publique obtiendra victorieusement de les faire relâcher. Et non seulement le but initial sera atteint puisque les ministres les plus notoirement vendus au Japon devront démissionner et le Traité de Versailles, bien que signé le 28 juin, ne sera pas ratifié, mais surtout l'agitation étudiante pékinoise va se transformer en un mouvement national : d'abord les milieux étudiants des autres grandes villes, Shanghai, Tientsin, Canton, etc., ensuite début juin les marchands décrètent le boycottage des produits japonais et les ouvriers des grandes entreprises débrayent en signe de solidarité à l'appel des syndicats. Affirmation de la nation chinoise en tant qu'entité souveraine, de pair avec l'émancipation des individus et l'aide mutuelle sont à l'ordre du jour... avant la brutale reprise en main par les sei-

gneurs de la guerre. C'est donc contre toute évidence, selon un schéma orwellien bien connu, que Mao Zedong proclamera : « Le mouvement du Quatre-Cinq (3) est né à l'appel de la révolution russe, à l'appel de Lénine. Il fait partie de la révolution prolétarienne mondiale de l'époque. »

Lors des funérailles de Hu Yaobang à la mi-avril 1989, les banderoles des étudiants de Beida proclamaient : « M. Démocratie, M. Science, cela fait 70 ans que nous vous attendons ! ». On sait ce qu'il est advenu dans la nuit du 3 au 4 juin suivant... L'année 1999 verra-t-elle le retour de M. Démocratie ?

J-J Gandini

(1) incluant donc les femmes, alors confinées dans l'espace domestique et soumises au mari après l'avoir été au père.

(2) futur fondateur et secrétaire général du parti communiste de 1921 à 1927 avant sa destitution suivi de son exclusion en 1929 pour « trotskisme ».

(3) cinq pour le 5^e mois de l'année selon la coutume chinoise

Bibliographie :

- L Bianco : *Les origines de la révolution chinoise*. Gallimard 1967 ;
- Chow Tse-tung. *The fourth may movement*. Cambridge. E.U. 1960 ;
- L Bianco et Y. Chevrier et alii. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier chinois : la Chine*. Editions Ouvrières - F.N.S.P. 1985
- J.J. Gandini. *Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes*. A.C.L. 1986
- A. Dirlik. *The origins of chinese communism*. Oxford E. U. 1989.
- J. Fairbank. *La grande révolution chinoise 1800-1989*. Champs-Flammarion. 1997.

La Turquie s'enfoncé dans le fascisme, mais que fait l'OTAN ?

L ES PAYS OCCIDENTAUX rassemblés derrière l'OTAN s'arrogent le droit de guerre sous couvert de défense des droits de l'Homme, mais cette notion ne leur semble pas universelle. Preuve en est, s'il fallait démontrer que cette guerre est bien une intervention au nom des droits économique, politique et stratégique : les Kurdes. Mis au devant de la scène par l'arrestation d'Abdullah Ocalan, le leader du PKK il y a deux mois, cet événement, qui aurait pu entraîner un réel débat sur la question kurde, semble aujourd'hui oublié. Et pour cause, après l'incapacité des États européens de traiter le cas Ocalan quand celui-ci était en Italie, ce sont les États-Unis et Israël qui ont offert le chef du PKK à la Turquie, le livrant à un procès où le procureur a requis la peine de mort. Les liens qu'entretiennent la Turquie et les États-Unis sont très développés. La Turquie, frustrée par le refus européen de son adhésion à l'UE, trouve dans les États-Unis un allié de choix. Depuis peu, elle s'est rapproché d'Israël pour la création d'un axe anti-arabe au Proche-Orient sous couvert de Washington (cf ML n°1153). L'arrestation d'Ocalan est intervenue à peine un mois après l'entrevue entre l'Irakien Tarek Aziz et Ecevit

(Premier ministre turc) pour contrer le retrait du PKK au nord de l'Irak, où survit péniblement un État autonome kurde depuis la guerre du Golfe. Le message américain était clair : « nous vous livrons Ocalan et vous laissez tranquille nos Kurdes, ceux d'Irak, parce que ça emmerde Saddam Hussein ». Les États-Unis protègent, tout en exerçant un contrôle le plus grand possible, les Kurdes d'Irak, mais ne se soucient pas du Kurdistan turc, où l'armée américaine possède une base militaire, Incirlik, d'où partent les avions américains qui bombardent toujours l'Irak. Des opérations humanitaires ? Alors que dans les montagnes environnantes, l'armée turque vide les villages, jetant leurs habitants sur les routes de l'exode. Non, ce n'est pas le Kosovo.

Les élections du 18 avril

L'avenir a de quoi effrayer les Kurdes, et bien d'autres... Le Hadep, parti pro-kurde et seule voie légale pour cette minorité (bien que sujet à une procédure d'interdiction), n'a pas franchi les 10% nécessaires pour entrer à l'Assemblée. Avec 4% au niveau national et 30% au Kurdistan, il a conquis de nombreuses mairies comme à Diyarbakir, la capitale historique, mais l'État turc, maintenant

l'état d'urgence sur cette région empêche toute liberté pour les élus locaux.

Plus inquiétante est la percée de l'extrême droite fasciste. Le MHP (Parti de l'action nationaliste), fondé par Türkes (putchiste en 1960, mort en 1997) perce à 18,5% des voix ; un bond spectaculaire dû à une campagne auprès d'une jeunesse victime de la crise économique et des populations excédées par le conflit kurde. Avec 21,5%, le DSP - parti de la gauche démocratique, qui comme son nom ne l'indique pas développe un nationalisme autoritaire, arrive en tête du scrutin. Son leader Bülent Ecevit (auteur de l'intervention turque à Chypre en 1974), soutenu par les militaires, auréolé par sa carrière, son image « propre » et l'arrestation d'Ocalan conservera sûrement son poste de Premier ministre. Quant à la droite classique (Parti de la juste voie et Parti de la mère patrie ; quels noms évocateurs !), elle a été défaite par les affaires de conception, et arrive derrière les islamistes, troisième force politique mais victime comme le Hadep d'une nouvelle procédure d'interdiction.

Ces cinq partis se partagent l'Assemblée, et l'instabilité gouvernementale qui avait entraîné l'anticipation de ces élections n'a pas



Belgique 1999. Une force se déchaîne. Les Films du Monde libertaire et Alternative libertaire. 90 mn. 80F, en vente à la librairie du Monde libertaire (88 F port compris)

En Belgique, laboratoire privilégié du social-libéralisme musclé (après avoir été celui de la social-démocratie molle), depuis 25 ans, un petit groupe rassemblé autour du journal *Alternative libertaire* parie sur la vie, contre l'hiver social, et relie obstinément la mémoire des luttes passées à l'écho frémissant du nouveau mouvement de résistance...

Nonante minutes de témoignages étonnants, fruits d'expériences multiples et d'histoires différentes... qui convergent vers la même évidence : il faut changer le monde avant qu'il ne nous écrase !

Belgique 1999. Une force se déchaîne. Les Films du Monde libertaire et Alternative libertaire. 90 mn. 80F, en vente à la librairie du Monde libertaire (88 F port compris)

disparue. La DSP est divisée sur une alliance avec le MHP. Les sbires de ce parti, les « loups-gris », milices spécialisées dans les enlèvements et les attentats (comme celui des personnalités aléviées, minorité musulmane tolérante), ont lancé dans certaines villes comme Ankara des actions coups de poing contre les militants d'extrême gauche. Le MHP fait pression et reçoit les visites des différents conseils occidentaux. L'armée, pour l'instant, est muette. Aujourd'hui, la Turquie se sert du Kosovo pour faire bonne figure et affirmer sa force : demande d'intégration au groupe de commandement militaire et deuxième pays d'accueil des réfugiés. Pour les États occidentaux et la Turquie, il vaut

mieux être Kosovar. Pour le moment, ces derniers ne sont pas victimes de cet État comme le sont les Kurdes, Aléviés, défenseurs des droits de l'Homme... ou encore anarchistes. Nos camarades, qui depuis le début des années 90 tentent de s'organiser et de faire connaître leurs positions, subissent la répression de l'État, des milices fascistes, voire des organisations marxistes-léninistes. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour propager nos idéaux libertaires, et sur notre solidarité internationale !

No !

groupe libertaire de Tours

On peut consulter un site Internet : www.geocities.com/Capitol/Hill/Senate/7479/ana.htm

CINÉMA

La nuit du destin.

Abdelkrim Bahloul

BAHLOUL CONSTRUIT UN VRAI polar autour d'un assassinat, l'espionnage industriel et un règlement de comptes. Jusqu'à maintenant, les films de Bahloul existaient en marge de la production à la fois algérienne et française. *La nuit du destin* pourra être un film qui, s'il trouve son public, pourra le sortir du statut semi-confidentiel de sa production. Original par sa recherche incessante de créer des conditions de rapprochement entre des cultures aussi éloignées que celle des pays de langue arabe et la France, Bahloul a toujours réussi à faire de cette différence de langue et de mentalité le cœur même de ses films.

Ainsi, dans *Un vampire au paradis* la fille d'une bonne famille française se met à parler arabe et les parents sont obligés, pour comprendre leur fille de passer par une approche, une traduction, une preuve d'amour. Pour réussir ses plans, toujours surprenants, Bahloul dispose d'une forte dose d'humour, je dirais, spécifiquement algérien, qu'il injecte dans tous ses scénarios.

Même si le sujet ne s'y prête pas tellement, comme c'est le cas pour *La nuit du destin*.

Un homme devient involontairement témoin d'un assassinat. Il se réfugie dans une mosquée, parmi les fidèles en prière. Un début fulgurant pour une histoire simple. On cherche à l'identifier et à le supprimer. Du coup, le policier chargé de l'enquête doit entrer lui aussi dans ce lieu de culte, dont il ignore tout. Ce faisant, il découvre une autre langue, des références culturelles qu'il doit étudier pour résoudre l'énigme de la disparition du témoin numéro un. Un film bien ficelle, riche en personnages authentiques: une aubaine pour découvrir à l'écran une famille musulmane parfaitement intégrée dans la société française.

Un film plaisant où il fait bon de découvrir l'autre dans toute sa richesse, loin des stéréotypes largement diffusés à ce propos.

Heike Hurst

ML: Expliquez les différences entre le projet du film et sa réalisation.

Abdelkrim Bahloul: Le film devait se faire avec Lambert Wilson, Omar Sharif et Marie-José Nat. Il devait se tourner à Marseille, car, issu d'un atelier d'écriture de scénarios financés par Canal Plus, j'ai pensé naïvement que nous allions avoir Canal Plus dans la production. J'avais eu l'avance sur recette. Donc, je pensais qu'il y avait de l'ambition au départ pour ce film. Surtout quand je travaillais à l'Atelier International d'Écriture qui s'appelle Équinoxe. L'Atelier d'écriture se trouvait à Bordeaux, dans le Château Beycheville. Je voulais tourner à Marseille, parce que je trouvais que c'était une ville qui n'avait pas été assez filmée, et puis la communauté maghrébine musulmane à Marseille est plus visible et plus importante qu'ailleurs. La communauté maghrébine est vraiment bien séparée du reste de la population française. Il y a là un cli-

mat de tension. Mon idée au départ, c'était de faire venir l'inspecteur Leclerc (qu'aurait joué Lambert Wilson) du Nord de la France. Ainsi il se trouvait lui-même comme une espèce d'immigré dans une ville française. Venu du Nord, il était lui-même déplacé, ça renforçait son côté étranger dans une communauté qu'il ne comprenait pas. Et Omar Sharif devait jouer le rôle du vieux Slimani.

Et Lambert Wilson devait donc faire le rôle de l'inspecteur Leclerc qui se met à lire le Coran pour résoudre l'affaire. Et Marie-José Nat est donc la femme de Slimani. J'ai choisi Boris Terral parce qu'il pouvait être à la fois le fils de Omar Sharif et le fils de Marie José Nat.

M.L.: Mais en dehors de ces changements de casting quels étaient les problèmes du film?

A.B.: On a eu plein de problèmes. Le producteur qui devait faire le film n'a pas réussi à trouver un centime! N'en parlons pas. Ça s'est très mal passé. On a commencé à préparer le film pendant cinq semaines. Il a fallu tout arrêter parce qu'il n'y avait plus d'argent, l'équipe n'était pas payée. Ca s'est passé un an avant le



à la petite semaine La bande à Bonnet

Lorsqu'ils versèrent dans l'illégalisme, au détriment de la Société générale, les bandits en auto de la bande à Bonnot, qui n'avaient pas fait leurs classes dans les écoles de baroudeurs de la République, réussirent leur coup.

S'ils furent arrêtés puis amenés au banc des accusés, ils ne le durent qu'aux honnêtes gens dénonciateurs, aux mouchards, aux indics et autres piliers de l'État de droit.

Devant leurs juges, avec les mots de la dignité, ils revendiquèrent leurs méfaits, et allèrent jusqu'à innocenter quelques complices pour tenter de leur épargner la sévérité programmée de la justice.

Lorsqu'ils versèrent dans l'illégalisme, au nom de l'intérêt général, les bandits en canot de la bande à Bonnet, qui ont fait leurs classes dans les commandos d'élite de la République, confirmeront qu'il ne faut pas laisser les enfants de la patrie jouer avec les allumettes.

Suspectés puis interrogés, gendarmes et préfet, avec les mots de l'État français, « sens du devoir » et « honneur sacré », « gloire » et « intégrité », se dénoncent les uns les autres à la vitesse grand V, sans avoir été torturés.

Bande à Bonnot. Bande à Bonnet. Les illégalistes d'hier furent qualifiés de bandits tragiques, car pour ceux-là tombe toujours le couperet. On aurait tort de ne voir en ceux d'aujourd'hui que des bandits comiques. Car pour un échec rendu public, combien de saloperies à succès, à jamais enterrées, doivent-on aux nervis clandestins de l'État-canal historique?

Floréal

tournage, finalement. C'était en 1996. Donc Lambert Wilson avait d'autres engagements. On ne pouvait plus l'avoir. On a tourné en hiver 1997, et puis Omar Sharif voulait qu'on recule le tournage.

Mais on ne pouvait reculer le tournage, sinon je perdais l'avance sur recettes. On a fait le film avec très peu de moyens avec Philippe Volter qui a remplacé Lambert Wilson. Et Gamil Rateb a remplacé Omar Sharif.

M.L.: Comment vous vous situez avec votre film parle en français, très peu en arabe, ici à la Biennale du cinéma arabe?

A.B.: Je vais un peu reprendre ce que disait Rachedi (cinéaste algérien et président de la Biennale du Cinéma arabe): qu'il y avait 270 millions d'arabes au moins et cela ne faisait pas du tout un marché pour nous autres cinéastes. Je dirais pour que cela constitue un marché il faudrait une volonté politique qui n'existe pas, car les peuples arabes sont atomisés. Les républiques se débattent plus ou moins avec des régimes dictatoriaux. Il y a aucune

unité parmi eux. S'il y avait une volonté politique, on pourrait insulfer de l'argent, soit pour synchroniser les films en arabe classique ou en arabe parlé du Maghreb ou du Liban, ou les réalisateurs eux-mêmes, sachant que leurs films pourraient être amortis ou commercialisés dans d'autres pays vont utiliser un arabe un peu plus châtié, un peu plus compréhensible par tous les peuples arabes. Cela créerait un marché pour tous les films arabes. Il fallait une volonté culturelle et politique qui pour le moment n'existe pas. Les empires arabes sont encore disloqués, sont encore des atomes du colonialisme anglais et français. Et pour le moment ils n'existent pas encore comme peuples pouvant décider. Ce sont des bourgeoisies nouvelles qui viennent d'émerger qui paralysent leurs peuples. Alors qu'au niveau populaire, cette idée d'une nation arabe assez grande, cela peut exister, cela peut avoir une fortune.

propos recueillis à la Biennale du Cinéma Arabe, IMA, en juillet 1998 par Heike Hurst

copinage

Marcel Eglin chantera à l'espace François Mauriac de Sevran (51, av. Gal Leclerc) le 15 mai à 20 h 30. Tél : 01 49 36 52 30.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 13 mai à 18 heures :

Si Vis Pacem: L'appel de La Haye pour la paix.

jeudi 13 mai à 20 h 30 :

Microclimats: avec Françoise Digel et Carine Han, auteurs du livre « Asie, combats de femmes ».

vendredi 14 mai à 20 h 30 :

Pensées à débattre: avec Bernard Lempert, auteur de « Reconnaître et combattre la violence de l'éducation ».

lundi 17 mai à 18 heures :

A rebrousse-poil: avec J-F Wagniard, auteur de « Le vagabond au XIX^e siècle ».

mercredi 19 mai à 10 h 30 :

Blues en liberté: les festivals de l'été.

LECTURE

Histoire de l'athéisme

LE DERNIER LIVRE DE GEORGES MINOIS « Histoire de l'Athéisme » est sorti récemment chez Fayard. Ce livre nous paraissait suspect au premier abord, en raison des précédents de l'auteur qui a publié des œuvres comme « L'Église et la Guerre » ou « L'Église et la science », car Minois ayant toujours tendance à se placer dans une confortable position de « juste » milieu.

Les autres bouquins sur des sujets proches comme celui de Lalouette sur l'Histoire de la Libre Pensée nous avait moyennement intéressé. Sans parler de la lamentable histoire de l'anticléricalisme d'Alec Melor.

Or malgré plus de 600 pages le livre n'est jamais ennuyeux ou répétitif, cependant disons clairement qu'il est passionnant sur les périodes les plus lointaines, antiquité et Moyen Age, et trop restreint sur les deux derniers siècles. Mais peut-être eut-il fallu deux tomes? Ajoutons que cette histoire de l'athéisme est une histoire de l'athéisme occidental pour ne pas dire français et qu'on aurait aimé en savoir plus sur la Chine, les civilisations africaines, ou encore le Proche Orient et le Maghreb.

L'auteur revient entre autre sur l'intolérance de certains « grands esprits » comme Platon qui prônait la mort pour les athéistes prosélytes et des camps de concentration perdus dans le désert pour les autres, ou comme Robespierre avec son être

suprême et sa haine pour les athées (n'oublions pas la persécution de l'an III sur les déchristianisateurs de l'an II). Le mérite du livre est surtout de mettre en avant un athéisme populaire qui semble constant y compris dans la période médiévale. Plus près de nous on apprend que la Creuse est considérée par l'Église comme « sans besoin religieux », notons avec malice qu'en 1935, l'évêque de Limoges voulant effectuer la bénédiction d'un chemin de croix dut le faire sous la protection de trois brigades de gendarmerie!

Enfin si des deux coté de la Méditerranée, aujourd'hui, les athées ne se retrouvent plus dans des organisations spécifiques, c'est par ce qu'en Europe l'indifférence religieuse paraît l'emporter, et que les athées éprouvent moins le besoin de se regrouper face à un monde désenchanté pour citer Gauchet M., et que dans beaucoup de pays musulmans c'est tout simplement interdit.

Ce livre très intéressant nous amène à penser que la lutte contre le fait religieux toujours nécessaire est d'autant plus difficile de nos jours que l'Église catholique s'affiche proportionnelle, renouant en cela avec Thomas d'Acquin ou Guillaume d'Ockam, mais surtout que l'indifférence religieuse n'est malheureusement pas antinomique avec toute une série de superstitions ou de tics religieux.

Cyrille Gallion

Télé de quat'sous : Ondes sans frontières

VENDREDI SOIR : LES QUELQUES acharnés qui refusent la mort programmée d'OSF (sabotage, refus d'autorisation par le CSA, pas de moyens financiers) pataugent dans les gravats. Après avoir démenagé en catastrophe de la Tour des Ensembles, OSF s'installe à la Maison des Ensembles (MDE) et y installe une régie de fortune. Solution d'urgence ou retour aux sources ? Rappelons que parmi les fondateurs d'OSF, ces mordus de l'accès public, de l'inter-

activité et de l'exploration des nouveaux imaginaires que sont les anciens de Canal déchaîné étaient à l'ouverture de la MDE et y furent très actifs. De la rue du Dragon à la rue d'Aligre, ces pionniers de la critique des médias ont toujours été présents sur le terrain du mouvement social. Dans le Comité de soutien d'OSF, on relève nombre de ces organisations et associations. Le Monde les ayant toutes citées à l'exception des écologistes, de « Souriez vous êtes filmés » et de la

CNT, je ne mentionnerai qu'elles aujourd'hui. Mais à mon sens, ce fameux mouvement social n'a pas été très actif dans OSF : peu ou pas de soutien logistique, financier, ou d'implication réelle dans la vie de la chaîne d'accès public de l'Est parisien. Samedi matin : tout a fini par se mettre en place aux petites heures. Les gravats sont empilés le long des murs. Tony Bricenot propose d'en faire un décor aléatoire, mais, devant les problèmes de platras que soulève

(au sens propre) sa proposition, Christian Bourdin compose quelques minutes avant l'antenne un décor mi-surréaliste, mi-déglingue, plein d'humour, et assez serein en somme, à l'aide de palettes en bois en guise de sièges, d'affiches, de tableaux et de couleurs : ouf, le côté cucul la praline stalinien des éternels débats visés sur des chaises alignées en rang d'oignons sur un plateau figé est évité de justesse. C'est en effet un écueil qui guette OSF depuis la reprise d'octobre. L'installation à la MDE pose d'autre part un certain nombre de problèmes : si l'accueil fut enthousiaste et chaleureux, il n'en reste pas moins qu'à cause des problèmes de bruit, nous devons boucler vers 22 heures. Pour l'instant rien n'a été fait pour insonoriser le plateau. Alors adieu, rap, techno, performances improvisées la nuit ? Pour sa pre-

mière journée pirate, OSF a proposé un panel de toutes ses émissions tout en couvrant le premier forum des médias libres qui se déroulait simultanément. À son issue, un texte commun a été adopté et une coordination des médias libres s'est créée. Sur le plateau d'OSF, de nouvelles propositions d'émissions ont été faites, dans une effervescence moins angoissée que lors des précédentes ouvertures d'antenne : cela doit commencer à se savoir que les principes de l'accès public (pas de censure, ni sur la forme, ni sur le contenu) sont respectés. Pourvu que ça dure ! Et le CSA dans tout ça ? On verra la semaine prochaine. Continuerons-nous à émettre ? On ne sait pas, on vit au jour le jour, en tout cas, aujourd'hui dimanche on émet, j'y cours d'ailleurs.

Michèle Rollin

Déclaration au sujet des attaques aériennes sur la Yougoslavie

B.a.b.e. - Sois active, sois émancipée - groupe de femmes pour les droits humains, accuse et condamne toute performance militaire, comme celle de l'OTAN, bien que nous espérons que la destruction de l'industrie de guerre de Milosevic évitera de futures actions guerrières. Nous nous souvenons que durant les neuf dernières années, des groupes de femmes militantes pour la paix ont montré une dose de courage civil impressionnante en s'opposant à l'idéologie nationaliste et militante des gouvernants. Nous sommes fières d'avoir coopéré avec de nombreux groupes de femmes en Yougoslavie, tel que Femmes en Noir, qui ont manifesté chaque mercredi pendant les 7 dernières années, contre la guerre et la haine envers d'autres nationalités : Albanais, Bosniaques, Croates. Nous nous rappelons notre coopération avec le

groupe de femmes Motrat Qiriaz, de Pristina, dont les activistes éduquaient les femmes dans les zones rurales d'Albanie. Elles ont diffusé des idées de paix et de culture non-violente. Nous savons que les victoires et les succès de chaque nation se voient sur les visages masculins des guerriers et des diplomates, alors que la souffrance et les défaites sont visibles sur les corps et les âmes des femmes. Alors nous soutenons ces groupes de femmes, sachant qu'elles atteindront le but de leur mission : répandre la tolérance et la compréhension internationale, en dépit de conditions extrêmement difficiles.

B.a.b.e. (Sois active, sois émancipée)
Groupe de femmes pour les droits humains
Prilaz Gjre Dezolica 26/II, 10 000 Zabreb,
Email: babe@zmir.net CyberBaBe:
http://www.interlog.com/~moyral



Affiche noir sur jaune au format 40x60 au prix de 100 F les 100 exemplaires, vendue à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de Publico -

Bonnet le jour cagoule la nuit

sous-officier de gendarmerie, ayant reconnu avoir participé à l'opération, sont mis en examen ainsi que le commandant de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères. De fil en aiguille, c'est le préfet de région Bonnet, nommé en février 1998, qui sera emprisonné à la Santé. Enfin, dernier rebondissement (avant le prochain ?), son directeur de cabinet, Gérard Pardini, est interrogé par la police qui le soupçonne d'avoir une part de responsabilité dans cette affaire. Voilà donc, rapidement résumée, l'affaire Bonnet dont il faut quand même dire qu'elle n'est pas banale. Enfin, pas trop.

Police : milice d'État ?

En réalité, cette histoire de polices parallèles qui roulent en roue libre n'est pas très nouvelle. À différents moments de son histoire la plus récente, l'État français s'est assis sur les lois pour affirmer ce qui paraissait tolérable ou non. Pour ceux qui ont la mémoire courte, citons en vrac le Service d'action civique (SAC) de Pasqua qui exécutait parfois les basses œuvres de la police ; les opérations des barbouzes dans les milieux autonomistes corses ; les complicités dans l'affaire du GAL contre les nationalistes basques...

Dans le même ordre d'idées, les bavures monumentales des polices françaises ne sont pas si rares : l'affaire du Rainbow Warrior, des Irlandais de Vincennes, la disparition du Pasteur

Doucet, la cellule des écoutes téléphoniques de l'Élysée, la mort de Malik Oussekiné... Si elles peuvent parfois faire sourire (un commando secret de gendarmes d'élites qui oublie sur place cagoule et radio et dont un membre se blesse fait penser aux pieds nickelés, non ?), elles prennent trop souvent des tours tragiques, mort d'hommes à la clé.

Encore un « responsable, mais pas coupable » !

Même si aucun ministre de l'État n'est commanditaire dans cette affaire (ce que les magistrats eux-mêmes n'envisagent plus), il n'en reste pas moins que les bavures policières sont monnaie courante. La presse s'en fait parfois l'écho. La France a déjà été épinglée par la cour européenne des droits de l'Homme pour des mauvais traitements au cours de gardes à vue. Et le bulletin mensuel « Que fait la police ? » (1), la rubrique « flics, militaires, vigiles au service des citoyens » de la revue *Courant alternatif* (2) sont toujours remplis de faits relatant des dérapages divers... Il s'agit donc là d'une bavure de plus. Ces agissements étant rendus possibles par des abus de pouvoirs caractérisés sous couvert de l'État, eux-mêmes rendus possibles parfois grâce à l'arsenal juridique (Vigipirate, lois Pasqua par exemple) dont il s'est doté. En clair, c'est du terrorisme d'État.

Les militants, anarchistes en particulier, connaissent bien la police et ses agis-

suite de la première page

sements à leur égard. Il nous est donc facile d'affirmer que l'État est au-dessus des lois et des libertés puisque dans une confrontation, c'est souvent la parole du citoyen contre celle de l'administration. Il est dans la nature des polices de dériver vers des comportements sacralisés dans le cadre de leur prétendue mission de respect de l'ordre public. Cette sacralisation s'exacerbe dans des contextes politiques tendus. La question de la police et de sa dimension politique se posera à nous crûment lorsque les situations politiques et sociales deviendront ingérables pour les tenants du pouvoir. A la subversion sociale, on opposera toujours la police qui elle-même pourra générer des polices parallèles.

Cette affaire doit aussi nous faire réfléchir sur l'essence de la hiérarchie et de l'obéissance qui rendent possibles des agissements contraires à l'éthique dont se parent pourtant les tenants de l'ordre policier. L'obéissance aveugle et les pressions hiérarchiques faites pour l'obtenir sont au cœur même de la construction étatique, mais aussi les situations de contrainte permanente : la guerre, le salariat... En attendant, demandons la vérité sur les agissements des polices et de leurs officines en Corse comme ici. Sans illusion, car pour une affaire Bonnet, combien d'étouffées ?

Daniel, groupe du Gard

(1) Observatoire des libertés publiques. 7-9 passage Dagorno, 75020 Paris.

(2) *Courant alternatif*. OCL, Egregore, B.P. 1213 - 51058 Reims cedex.

A G E N D A

samedi 15 mai

BORDEAUX : Le Cercle Athénée Libertaire et le groupe Emma Goldman de la F.A. organisent un débat à l'Athénée Libertaire au 7, rue du Muguet à partir de 15 heures, sur l'actualité de Bakouline autour des brochures et ouvrages écrits entre autres par René Berthier aux Editions du Monde Libertaire (Bakouline politique, Actualité de Bakouline) et en sa présence.

jeudi 20 mai

LYON : L'union locale de la FA vous invite à un débat : « Contre la guerre au Kosovo, entraide et solidarité entre les peuples, contre les nationalismes et les armées » à 20 h 30 au café libertaire (19, rue Pierre Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée).

PARIS : L'Espace Louise Michel organise, dans le cadre d'une exposition dédiée à la mémoire des républicains espagnols une **rencontre-débat** consacrée à la participation des réfugiés espagnols dans la Deuxième guerre mondiale, leur lutte et la victoire de 1945... La 2^e DB du général Leclerc, à 19 heures, 42ter, rue des Cascades (20^e).

VANNES : Débat public avec la F.A. et la Confédération paysanne : « Crise agricole, agriculture bio et capitalisme » à 20 h30 à la Maison des Associations.

samedi 29 mai

NEVERS : Le syndicat interprofessionnel de la CNT de la Nièvre, le « Kollektiv y en a marre-SCALP-réseau No pasaran » et l'association poético-littéraire « Comme ça et autrement » organisent une rencontre-débat sur le thème « **Ecriture et engagement politique** » à 18 heures Parc des Ouches avec la participation de Jean-Pierre Bastide, Claire Auzias et Serge Quadrupani.

samedi 5 juin

LYON : L'union locale de la F.A. organise une discussion débat autour de la Brochure du groupe Lucia Saornil sur « La construction européenne ou le nouveau visage de la barbarie capitaliste, et étatique » (édition du Monde libertaire) à 15 heures à la librairie La Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, 1^{er}, tél: 04 72 00 94 10).

mardi 8 juin

VANNES : « Ciném1Anar » du groupe libertaire René Lochu « **La Bombe** » (1966), de l'escalade militaire au désastre nucléaire ou, si l'on préfère, descriptions des dommages « collatéraux » d'une guerre sur une petite ville anglaise. Est-on si loin de ce reportage-fiction d'anticipation de Peter Watkins ? **A 20 h 30 au Palais des Arts.**